



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Vaccination contre la covid-19 en outre-mer

Question au Gouvernement n° 3569

Texte de la question

VACCINATION CONTRE LA COVID-19 EN OUTRE-MER

M. le président. La parole est à M. Gabriel Serville, et à lui seul.

M. Gabriel Serville. Monsieur le président, chers collègues, je voudrais tout d'abord vous dire mon émotion, en tant que député de la nation, en tant que Guyanais, et surtout en tant qu'homme noir (*Murmures sur les bancs du groupe LR*), face aux images insoutenables de Michel Zecler se faisant tabasser par ceux-là même qui sont censés nous protéger. (Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.)

M. Raphaël Schellenberger. Les procès d'intention, c'est scandaleux !

M. Gabriel Serville. Je veux aussi vous dire ma froide colère face au déni de l'État et d'une frange de la classe politique, qui refusent de voir ce racisme devenu systémique et qui met désormais en péril notre devise républicaine. (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR. - « Oh là là ! » sur les bancs du groupe LR.*)

M. Raphaël Schellenberger. Il n'y a pas de racisme institutionnel !

M. Gabriel Serville. Cette France autoritaire de la peur, de la violence et du rejet ne peut pas et ne doit pas être notre référence. Notre république, c'est aussi celle des minorités visibles, celle des « nègres de toutes les couleurs, métis de toutes les ocres », comme nous appelle Amadou Lamine Sall. C'est pourquoi j'exhorte celles et ceux qui se réclament de la République à se battre à nos côtés et à refuser l'exclusion, l'oppression et les inégalités.

Monsieur le ministre des outre-mer, vous avez récemment annoncé que les territoires d'outre-mer seraient prioritaires dans la stratégie de vaccination contre la covid-19. Sans surprise, cette annonce soulève de très fortes interrogations parmi nos populations, qui ont le sentiment de servir de cobayes, selon une expression consacrée.

Pour rappel, selon les sondages, près de six Français sur dix sont réticents à se faire vacciner. Dans ce contexte, nombreux sont ceux qui, en outre-mer, ne comprennent pas pourquoi un nouveau vaccin, qui n'a donc par définition pas encore fait ses preuves, serait déployé chez eux sans l'être dans les mêmes conditions en France hexagonale (*M. Maxime Minot proteste*), où le taux de mortalité est pourtant plus élevé.

Aussi, monsieur le ministre, je vous saurais gré de bien vouloir nous rassurer quant à la stratégie gouvernementale en matière vaccinale contre la covid-19. (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR. - M. Jean-Hugues Ratenon applaudit également.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des solidarités et de la santé.

M. Olivier Véran, *ministre des solidarités et de la santé*. Le ministre des outre-mer a eu raison de dire que les territoires ultramarins seraient au cœur de la stratégie vaccinale qui sera déployée dans tout le territoire de la République au cours des prochains mois. Il a eu raison de le rappeler parce qu'il disait ainsi que les territoires ultramarins ne seraient évidemment pas oubliés, que leur approvisionnement ne serait pas retardé par rapport au territoire métropolitain.

Vous l'avez d'ailleurs dit dans la première partie de votre question : il n'y a qu'une France, monsieur le député, et la République est partout. Il n'y aura donc pas de cobayes d'un côté ni de retard de l'autre : il y aura une politique vaccinale pour l'ensemble des Français, qu'ils habitent en territoire rural ou urbain, en métropole ou en territoire ultramarin. C'est le sens de la stratégie logistique que nous aurons l'occasion de décliner, sous la responsabilité du Premier ministre, dans les prochains jours, et vous verrez cela de façon très claire.

Vous dites qu'il y a un problème de confiance. Oui, de fait, il existe dans le pays de Pasteur un problème de confiance dans la vaccination. On pourrait longuement philosopher sur les raisons de cette perte de confiance, qui est probablement multifactorielle, mais je crois que nous avons devant nous un enjeu absolument majeur pour la santé de nos concitoyens, qui est justement de lutter contre la défiance et de rassurer, d'expliquer, de partager avec l'ensemble des Français à la fois la stratégie et l'intérêt de la vaccination mais aussi la part d'incertitude qu'il peut y avoir. Faisons donc en sorte que, par nos questions et les réponses que nous apportons, nous participions d'un mouvement de confiance plutôt que d'un mouvement de défiance, parce que la défiance peut tuer et la confiance, elle, peut sauver. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

Données clés

Auteur : [M. Gabriel Serville](#)

Circonscription : Guyane (1^{re} circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3569

Rubrique : Outre-mer

Ministère interrogé : Solidarités et santé

Ministère attributaire : Solidarités et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [2 décembre 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [2 décembre 2020](#)